

AQUITAINE

NOTES

Ziggl



# RÉGION AQUITAINE

## UNE RÉGION MAL GÉRÉE, ACCUMULANT LES RETARDS...

En Aquitaine, l'exécutif socialiste est présidé depuis 1998 par Alain Rousset, également Président de l'Association des Régions de France (ARF). Endettée, lourdement imposée, l'Aquitaine n'est pour son Président qu'un enjeu de pouvoir local et national. Pour n'être jamais pris en défaut, il a recours à un bon vieux stratagème qui consiste à reporter la faute sur les autres, et, sans chercher bien loin, sur l'Etat, caricaturé comme responsable de tous les maux : gel de crédits, désengagement supposé dans tous les domaines, retard des opérations...

## Région Aquitaine

**Depuis l'été 2007, le Président de la Région Aquitaine a la tête ailleurs. Pourtant, la concurrence est forte entre les territoires, on le voit bien : dans ce contexte, la fonction de Président de Région nécessite engagement constant et disponibilité totale. Force est de reconnaître que cela n'est pas le cas du Président socialiste qui court après les mandats et papillonne, porté par son ambition personnelle.**

Beaucoup s'interrogent sur la compatibilité d'un tel cumul face aux résultats de plus en plus insuffisants de notre région. Son dernier combat pour devenir Maire de Bordeaux s'est terminé par une lourde défaite : il a été évincé dès le 1<sup>er</sup> tour des élections municipales, mais s'est bien gardé d'en tirer les conséquences sur son mandat régional. Beaucoup de temps et d'énergie gâchés, beaucoup d'irresponsabilité alors que l'Aquitaine s'enfonce dans le rouge et perd du terrain : c'est un manque total de sérieux.

### **Toujours plus d'impôts...**

Depuis 2004, les impôts régionaux ont augmenté de **17 %** (voir graphique). La pression fiscale directe qui pèse sur les ménages et les entreprises est **supérieure de 26 %**

**à la moyenne nationale, ce qui pénalise notre attractivité. L'Aquitaine est la 7<sup>e</sup> région française pour le poids de la fiscalité.**

Le mauvais choix 2008 : la hausse des impôts indirects à travers la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), acquittée par tous les automobilistes, pénalisera encore plus les zones rurales très importantes dans notre région, avec le sentiment d'être marginalisées. Pourquoi une telle option ? Tout simplement, parce que l'augmentation de cet impôt indirect est beaucoup moins perceptible par les Aquitains et qu'elle a le mérite d'être bien plus lucrative : en effet, la hausse maximale, décidée en novembre 2007, rapportera **37 millions € supplémentaires** au budget régional qui serviront d'une part à couvrir le dérapage

des frais de fonctionnement et d'autre part à constituer des réserves.

L'impôt carburant subit une hausse socialement injuste et financièrement inutile. Cela équivaut à 20 points de fiscalité en plus, soit + 50 € par an et par foyer.

**Le taux de la Taxe Professionnelle est le 7<sup>e</sup> taux le plus élevé de France.**

**Il a augmenté de 63 %** depuis 10 ans et reste supérieur de 28 % à la moyenne nationale.

**Ce que la région donne aux entreprises, elle le reprend aussitôt par le biais de la taxe professionnelle.**

- Le produit de la taxe professionnelle pour 2008 : **155 millions €**
- Le budget économique de la Région : **127 millions €**

On voit bien que, lorsque la région Aquitaine dépense, sur l'action économique, **41 € par habitant**, elle en encaisse **47 € sur le dos** des entreprises.

### **Des résultats économiques décevants malgré des crédits importants**

Si l'Aquitaine est la 4<sup>e</sup> région française pour le taux de création d'entreprises, elle est aussi la **4<sup>e</sup> région française**

**pour le taux de défaillance d'entreprises. Pourtant, le secteur industriel est l'obsession de l'exécutif régional**

qui, privilégiant l'effet d'annonce, pense qu'il doit y avoir forcément adéquation entre les crédits investis et les résultats obtenus : Le bilan annuel lui donne tort. Pour preuve, une récente étude menée par le Conseil Economique et Social Régional et l'INSEE fait clairement apparaître

“ Lorsque la région Aquitaine dépense 127 M€ en faveur de l'action économique, elle prélève 155 M€ d'impôts sur le dos des entreprises.”

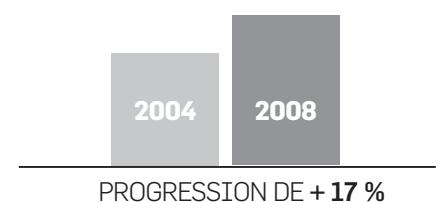
## **LA GRANDE PAGAILLE DES AIDES ÉCONOMIQUES**

La Cour des Comptes dénonce dans un rapport de novembre 2007, « le parcours du combattant » et la « jungle » des aides économiques régionales qui ne répondent pas aux attentes des entreprises.

« les régimes d'aides souffrent d'une incohérence d'ensemble... Des dispositifs éclatés, facteurs de complexité, un trop grand nombre d'aides... Il faut aider les entreprises à se repérer dans la jungle des procédures et des formalités, trop souvent perçues comme des formes de parcours du combattant. »

De plus les délais de versement des aides sont également jugés trop tardifs, les régimes d'attribution sont inadaptés, l'évaluation et le contrôle sont insuffisants. Par ailleurs, « les coûts de gestion, évalués à 1 100 € par dossier, représentent près du tiers des aides effectivement versées ».

**TAXE PROFESSIONNELLE**



## Région Aquitaine

### la réduction de la part globale d'activité des secteurs qualifiés de « productifs ».

En effet, l'Aquitaine est classée en 18<sup>e</sup> position sur 22 régions françaises en raison de la faible part en termes d'emplois dans l'économie productive, c'est-à-dire l'industrie, l'agriculture, l'énergie, les services aux entreprises, etc, au bénéfice du secteur dit « résidentiel ».

L'évolution économique devient préoccupante : plus de retraités, plus de touristes, c'est un fait, mais moins d'usines : or, les salaires dans l'industrie, ou l'agriculture, sont supérieurs de 25 % à ceux du secteur résidentiel qui tend à s'imposer. Le risque d'appauvrissement est bien là.

### L'Aquitaine est la plus endettée des régions françaises d'importance comparable

La dette s'élève à 110 millions € en 2008, soit un montant de près de 4 fois supérieur au montant d'emprunt réellement souscrit fin 2007 (environ 30 M€).

### Le constat accablant établi par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) : L'Aquitaine est bonne dernière

La DGCL donne chaque année les éléments chiffrés et comparatifs des budgets régionaux, pas de quoi être fier :

Secteurs	Aquitaine en €/hab	Moyenne Nationale en €/hab	Classement sur 21 régions
Enseignement, lycées	74,8	86,3	19 <sup>e</sup>
Culture, sport	9,1	16,1	21 <sup>e</sup>
Environnement	2,9	7,8	21 <sup>e</sup>
Transports (fer, routes, ports)	61,1	95,2	21 <sup>e</sup>
TER Transports voyageurs	38,5	62,6	19 <sup>e</sup>
Aménagement des gares	1,5	9,9	20 <sup>e</sup>

Source : DGCL : Budgets Primitifs des Régions 2007



## La Chambre Régionale des Comptes épingle la gestion de la Gauche

Le récent rapport de la Chambre Régionale des Comptes, qui passe au crible les années 2000 à 2004, est particulièrement significatif dans le contexte actuel 2007/2008. Il met en évidence la continuité de la mauvaise gestion de l'exécutif depuis de nombreuses années, constat inchangé et même aggravé aujourd'hui. Voici quelques extraits savoureux :

- "Alors que les dépenses réelles de la section d'Investissement ne progressaient que de 24 € par habitant entre 2000 et 2004, celles de la section de Fonctionnement augmentaient de 47 € par habitant, c'est-à-dire 2 fois plus vite"
  - "Les dépenses réelles de Fonctionnement ont augmenté de 62,7 % entre 2000 et 2004"
  - "Globalement, la région souffre d'une relative faiblesse de son potentiel fiscal en 2004... Toutefois, elle a continué à percevoir un impôt direct important qui a progressé sur la période de 10,1 % et situe la collectivité au 7<sup>e</sup> rang national. Les taux des impôts directs sont supérieurs aux taux moyens des régions ..."
  - "L'emprunt mobilisé par l'Aquitaine en 2003 et 2004 est supérieur à ses besoins de financement, ce qui a permis d'enregistrer une forte progression du fonds de roulement"
  - "L'encours de la dette en €/habitant, en 2003, plaçait l'Aquitaine en 6<sup>e</sup> position nationale, à un niveau très sensiblement supérieur à celui des régions de même strate démographique..."
- La Chambre régionale des comptes confirme que l'Aquitaine a des marges de manœuvre limitées, un endettement supérieur à la moyenne nationale, une pression fiscale trop importante, un niveau d'investissement inférieur à la moyenne nationale, des dépenses de fonctionnement en croissance démesurée.

“ Les régimes d'aides économiques souffrent d'une incohérence d'ensemble.”

**Rapport de la Cour des comptes 2007**

